



HAL
open science

L'analyse d'une politique publique alimentaire locale intégrée: le cas du Conseil départemental de la Gironde

Julie Lailliau

► **To cite this version:**

Julie Lailliau. L'analyse d'une politique publique alimentaire locale intégrée: le cas du Conseil départemental de la Gironde. INRAE Sciences Sociales, 2021, 4-5 (11), 2 p. hal-03800982

HAL Id: hal-03800982

<https://hal.inrae.fr/hal-03800982v1>

Submitted on 6 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'analyse d'une politique publique alimentaire locale intégrée : le cas du Conseil départemental de la Gironde

Julie LAILLIAU

INRAE, UR ETTIS Environnement, territoires en transition, infrastructures, sociétés, Cestas, France.
julie.lailliau@inrae.fr

Depuis le début des années 2010, les agendas politiques locaux accueillent un nouvel enjeu : l'alimentation. Cette intégration des problématiques liées au fait alimentaire dans les arènes publiques locales témoigne, entre autre, du processus de reterritorialisation de l'agriculture et de l'alimentation en cours sur les territoires. Ce processus s'incarne à travers le développement de projets, voire de politiques alimentaires portées par les acteurs publics locaux. C'est notamment le cas des Conseils départementaux, anciens guichets agricoles locaux et aujourd'hui chefs de file des solidarités humaines et territoriales. L'existence de cette collectivité née de la Révolution a souvent été tantôt remise en question à travers le processus de décentralisation, tantôt réaffirmée, notamment en tant que Département « providence » (Grégory, 2017; Lafore, 2004). Aujourd'hui, une vingtaine de Départements métropolitains communiquent sur leurs engagements dans la construction des stratégies politiques alimentaires.

Le contexte

Nos travaux s'inscrivent au croisement de deux objets de recherche : la problématisation de l'alimentation à l'échelle territoriale d'un côté, et les stratégies départementales pour se positionner politiquement autour de ces enjeux de l'autre. En fait, il existe aujourd'hui peu de recherches focalisées sur cet acteur, malgré cette nouvelle dynamique des Départements. Ainsi, en prenant comme cas d'étude le Conseil départemental de la Gironde (CD33), nous analysons ce qui soutient la construction et la mise en œuvre d'une politique alimentaire départementale intégrée. Pour ce faire, ce travail de recherche s'appuie sur une immersion au sein du CD33, permettant de déployer une observation participante (Soulé, 2007) et l'accès à une littérature grise (rapports, délibérations, comptes rendus) conséquente. Ces matériaux sont complétés par la réalisation de 68 entretiens auprès d'acteurs du CD33 (administration, élu, cabinet du Président) et d'acteurs du système alimentaire (partenaires techniques, porteurs de projets alimentaires territoriaux, personnes ressources). Les questions de recherche auxquelles nous tâchons de répondre sont les suivantes :

Comment se construit la politique alimentaire intégrée du Conseil départemental de la Gironde ? Quelles actions publiques sont sous-jacentes ? Quels récits politiques sont tissés ? Qui sont les acteurs et quels sont les rapports de force entre eux ? Quelles ressources mobilisent-ils ? Quel travail politique et institutionnel mettent-ils en œuvre ?

Quelle(s) stratégie(s) pour la mise en œuvre de cette politique ? Quels arguments, institutions, organisation, instruments, actions, quelle évaluation en interne de CD33 ? Et en dehors du CD33 ?

Quelles sont les conséquences en termes de changement – ou non – du modèle agricole, alimentaire ? Au sein du système alimentaire ? En matière de démocratie alimentaire ? Mais aussi, quel impact en termes de transformation de l'autorité politique du CD33 en tant que décideur ?

Le cadre analytique

Pour répondre à ces questions de recherche, nous mobilisons une grille de lecture du changement politique en termes d'« interdépendances » (*interdependency approach*) (Carter, 2018). Développée dans le champ de l'analyse des politiques publiques, cette approche permet de saisir le travail politique (Smith, 2019) et institutionnel (Lawrence et Suddaby, 2006) des acteurs autour des enjeux de la transition écologique (y compris alimentaires). Or, les enjeux d'interdépendance politiques, économiques et écologiques sont au cœur des processus de transition. Comme l'a souligné une littérature scientifique, non seulement l'« interdépendance » est l'une des caractéristiques distinctives de nos économies et sociétés contemporaines (Hay, 2010), mais sa particularité à l'heure actuelle découle de l'étendue des changements en cours (Kissinger *et al.*, 2011; Smith *et al.*, 2007). Plus précisément, ces changements ont donné lieu à de nouvelles interdépendances entre les territoires à de différentes échelles (via la décentralisation du pouvoir public), entre l'Etat et le marché (via la privatisation des interventions publiques), et entre les savoirs (via la démocratisation des connaissances dans la prise de décision) (Carter, 2018). L'argument central de cette approche est que pour qu'une réponse politique soit efficace, les acteurs doivent également reconnaître que l'« interdépendance » est en jeu, et développer leurs pratiques gouvernementales et leurs outils politiques en conséquence.

Ceci rentre en écho avec la littérature sur les politiques alimentaires intégrées (Loudiyi, 2020). En effet, la mise à l'agenda de l'alimentation, en tant qu'objet transversal, appelle à un renouvellement des politiques publiques, souhaitées plus intégrées. Ces politiques seraient plus efficaces pour assurer la sécurité alimentaire. L'intégration dans les politiques publiques correspond au processus consistant soit à coordonner et à fusionner différentes politiques publiques en un tout unifié avec un nouvel objectif en commun, soit à intégrer les préoccupations d'une politique publique dans une ou plusieurs autres politiques (Briassoulis, 2017 p. 82). Le processus d'intégration amène donc de « nouvelles » modalités de gouvernance, soit de nouvelles « mises en lien », qu'il s'agit de coordonner ou reconfigurer. Nous proposons de relire ces mises en lien en termes d'interdépendances, c'est-à-dire en termes de relations de conditionnement mutuel.

Les enjeux globaux d'interdépendances se déclinent ainsi dans le champ de l'alimentation, par exemple, entre les territoires urbains, lieux de consommation, et les territoires ruraux, lieux de production ; entre les actions publiques locales (tels que les Projets alimentaires territoriaux) et les initiatives privées (comme les AMAP) ; entre les différents porteurs d'expertises nécessaires pour construire les projets, et à travers tout cela, entre les différents acteurs de la chaîne alimentaire locale, les « traditionnels » (acteurs du monde agricole) et les « nouveaux » (acteurs publics, société civile). Nous faisons l'hypothèse que le travail politique mené par les acteurs du CD33 (administration, élus) dans la construction et la mise en œuvre d'une politique alimentaire intégrée va devoir se confronter à ces interdépendances propres aux enjeux du fait alimentaire. Toute la question est de comprendre comment le Département va se saisir de ces interdépendances dans la construction de sa propre politique. Dit autrement, si le travail politique consiste à définir le problème pour lequel une

politique intégrée d'alimentation est la solution – et à développer des dispositifs pour gouverner le problème tel qu'il est défini – quels rôles jouent toutes ces interdépendances dans le raisonnement du CD33 ? Par exemple, la question alimentaire est-elle un problème de tensions entre les territoires urbains et les territoires ruraux, entre acteurs publics et privés, entre les différentes formes de savoirs ? Parmi eux, lesquels ont été priorités et sélectionnés par les acteurs du CD33 pour être mis en gouvernance ? Lesquels comptent le plus pour eux dans leur problématisation des enjeux et le développement des dispositifs (AAP, financements) sur lesquels s'assoit la réponse politique du Département ?

Finalement nous considérons que le CD33, dans son travail politique autour de ces interdépendances, va stabiliser certains acteurs/valeurs/modèles de production et d'alimentation et en écarter d'autres. L'analyse de ces choix va donc permettre de comprendre « qui gagne » et « qui perd » dans la mise en place de cette politique (y compris quels sont les acteurs, quelles sont les valeurs et quels sont les modèles de production et d'alimentation qui sont privilégiés). Et de voir ainsi si cela vient redessiner le système alimentaire local, en renouvelant les interdépendances et les reconfigurations de ces acteurs, valeurs et modèles. Surtout, il va permettre de revisiter le rôle du Département dans la transition alimentaire. La question se pose si au travers de son emparement de la question alimentaire, le CD33 lui-même se met en transition, en changement et se réinvente autour de ce problème.

Pour en savoir plus

- Briassoulis H. (2017).** *Policy Integration for Complex Environmental Problems: The Example of Mediterranean Desertification*. Routledge.
- Carter C. (2018).** *The Politics of Aquaculture: Sustainability Interdependence, Territory and Regulation in Fish Farming*. Routledge.
- Grégory M.-A. (2017).** *Les départements, une controverse française*. Berger-Levrault.
- Hay C. (2010).** *New directions in political science: Responding to the challenges of an interdependent world*. Palgrave Macmillan, in association with the Political Studies Association.
- Kissinger M., Rees W. E. et Timmer V. (2011).** Interregional sustainability: Governance and policy in an ecologically interdependent world. *Environmental Science & Policy*, 14(8), 965-976.
- Lafore R. (2004).** La décentralisation de l'action sociale. L'irrésistible ascension du « département providence ». *Revue française des affaires sociales*, 4, 17-34.
- Lawrence T. et Suddaby R. (2006).** *Institutions and institutional work*. In *Sage Handbook of Organisation Studies*, 2nd edition, 215-254, London, Sage.
- Loudiyi, S. (2020).** Construire une géographie des politiques alimentaires intégrées : Acteurs, échelles et gouvernance.
- Smith A. (2019).** Travail politique et changement institutionnel : Une grille d'analyse. *Sociologie du travail*, 61(1).
- Smith J., Clark N. et Yusoff K. (2007).** Interdependence. *Geography Compass*, 1(3), 340-359.
- Soulé B. (2007).** Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. *Recherches Qualitatives*, 27, 127-140.